

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**AFFECTATION D'AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT AU PROFIT DES ÎLES DE
LOISIRS - 5ÈME RAPPORT POUR L'ANNÉE 2025**

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
ANNEXE AU RAPPORT	5
Annexe - Règlement d'intervention	6
PROJET DE DÉLIBÉRATION	15
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	19
Annexe 1 - Fiches projets aménagements	20
Annexe 2 - Fiche projet accessibilité	31
Annexe 3 - Fiches projets sécurité	34

EXPOSÉ DES MOTIFS

1. Investissements dans les îles de loisirs avec syndicats mixtes

1.1. Aménagement

Il est proposé de financer **cinq** opérations d'investissement nécessaires au bon fonctionnement des îles de loisirs, détaillées en annexe 1 à la présente délibération :

- **Bois-le-Roi** : mise en œuvre de la 1^{ère} tranche du programme d'investissement prévu au contrat de concession de service public portant sur la rénovation de la baignade, du patrimoine bâti et des infrastructures (6 000 000 €) ;
- **Jablins-Annet** : isolation, ravalement et changement des boiseries du restaurant (368 500 €), création d'un nouveau parcours de téléski (143 200 €) ;
- **Boucles-de-Seine** : remplacement du bloc de climatisation dans un local du restaurant collectif (7 834 €) ;
- **Buthiers** : acquisition de mobil homes (250 000 €).

1.2. Accessibilité des îles de loisirs

Il est proposé de financer **une** opération détaillée en annexe 2 à la présente délibération qui concerne :

- **Jablins-Annet** : travaux d'accessibilité PMR (personne à mobilité réduite) de la plage et du centre équestre (272 072 €).

1.3. Sécurité dans les îles de loisirs

Il est proposé de financer **deux** opérations détaillées en annexe 3 à la présente délibération :

- **Cergy-Pontoise** : réalisation de travaux de mise en sécurité concernant les contrôles d'accès, la vidéoprotection et les accès piétons (160 715 €) ;
- **Boucles-de-Seine** : clôture du terrain de rugby (30 178 €).

2. Île de loisirs de Vaires-Torcy

Il est proposé d'affecter **1,2 M€** d'autorisations de programme sur 2 opérations au titre des équipements sportifs d'intérêt régional pour le site de Vaires-sur-Marne :

- **200 000 €** d'affectation complémentaire aux 120 000 € déjà affectés à la CP de janvier 2025, afin de réaliser les aménagements à l'intérieur des bâtiments sportifs, consécutifs à l'accueil du Centre National d'entraînement de la Fédération Française des sociétés d'aviron.
- **1 000 000 €** pour la poursuite des travaux de remise en état des équipements afin d'améliorer les conditions d'accueil et d'hébergement des publics, notamment des sportifs, dans le cadre de la convention de mandat confiée à Ile de France construction durable (IDFCD).

3. Fonds d'urgence

Le fonds d'urgence a pour objectif de permettre la réalisation de travaux d'investissement

indispensables dans la limite de 45 000 € mettant en cause la continuité du service public ou la sécurité des visiteurs et des personnels dans les îles de loisirs.

C'est dans ce cadre qu'il est proposé d'affecter un montant de **200 000 €** d'autorisations de programme.

4. Concours « Les Chanté Nwel en Île-de-France »

Il est proposé d'affecter en autorisation d'engagement un montant de **60 000 €** pour l'organisation du concours « Les Chanté Nwel en Île-de-France » et d'un Chanté Nwel régional. Les dépenses afférentes à cette opération sont les suivantes : rémunération du prestataire en charge de l'organisation du concours et frais de bouche et logistiques liés au Chanté Nwel régional et à la réception de remise des prix.

5. Tickets loisirs

Par délibération CP 2025-104 du 27 mars 2025, la Commission permanente a affecté une autorisation d'engagement de 400 000 € pour la mise en œuvre du dispositif Tickets Loisirs. Il est proposé d'affecter une autorisation d'engagement de **735 590 €** pour la poursuite du dispositif.

Il est par ailleurs proposé de modifier le règlement d'intervention Tickets-loisirs afin de porter la participation régionale, sous forme de tickets loisirs, à 85% maximum des dépenses subventionnables pour les séjours organisés au profit des femmes victimes de violences et des familles franciliennes fragilisées, dans la limite de 7 tickets loisirs par jour et par personne.

Le règlement d'intervention ainsi modifié est présenté en annexe au présent rapport.

6. Frais de gestion

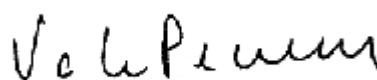
Il est proposé d'affecter une autorisation d'engagement de **30 000 €** pour cette action qui a pour objet de répondre aux différentes charges qui s'imposent à la Région en tant que propriétaire des biens immeubles des îles de loisirs. Cela concerne, entre autres, les parties non dégrévées des impôts fonciers, les frais de bornage et de géomètre, les frais de gardiennage des locaux vacants, les intérêts moratoires et la taxe de faucardement des berges des cours d'eau traversant les sites.

7. Transformation des îles de loisirs

Dans le cadre du projet de transformation des îles de loisirs lancé en septembre 2022, il est proposé d'affecter un montant de **150 000 €** d'autorisations d'engagement afin de prolonger la mission de l'assistance à maîtrise d'ouvrage et de continuer à accompagner les syndicats mixtes pour la mise en place des nouvelles concessions de service public.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSÉ

ANNEXE AU RAPPORT

Annexe - Règlement d'intervention

REGLEMENT D'INTERVENTION

TICKETS LOISIRS

Version consolidée résultant des modifications suivantes :

- délibération n° n° CR 2017-55 du 9 mars 2017 (adoption)
- sous réserve d'adoption : délibération n° CP 2025-338 du 21 novembre 2025

Préambule

Les tickets-loisirs sont utilisables exclusivement sur les îles de loisirs d'Île-de-France :

- Seine et Marne : Bois-le-Roi, Buthiers, Jablines-Annet, Vaires-Torcy,
- Yvelines : Boucles de Seine, Saint-Quentin-en-Yvelines, Val de Seine,
- Essonne : Etampes, Le Port aux Cerises,
- Seine-Saint-Denis : La Corniche des Forts,
- Val de Marne : Créteil,
- Val d'Oise : Cergy-Pontoise.

Article 1 : Objectifs

- Réaffirmer la vocation sociale des îles de loisirs,
- Renforcer le lien entre les acteurs du sport et ces propriétés régionales,
- Favoriser le développement des activités sportives et de loisirs, et leur dimension éducative et sociale,
- Encourager la pratique sportive féminine et celle des personnes en situation de handicap,
- Promouvoir les îles de loisirs, et notamment les activités et offres de séjours qui y sont proposées,
- Soutenir des animations périphériques proposées en amont des grands événements sportifs nationaux,
- Favoriser le tourisme de proximité.

Article 2 : Eligibilité

Article 2.1 : Bénéficiaires

Sont éligibles au dispositif des tickets-loisirs :

Bénéficiaires franciliens directs	Publics cibles (franciliens)
<u>Dans le cadre de l'appel à projets :</u>	
<p>➤ Communes, arrondissements de Paris, EPCI, départements</p> <p>La commune, l'arrondissement ou l'EPCI se charge d'assurer la répartition des TL au sein de son territoire au profit des services jeunesse, services des sports, centres de loisirs, maisons de quartiers, associations, CCAS, centres sociaux, pour le public suivant : ➡</p> <p>Le département se charge d'assurer les tickets-loisirs pour les actions menées par ses services ou des structures départementales.</p>	Jeunes franciliens âgés de 11 à 17 ans.
<p>➤ Hôpitaux et organismes à but non lucratif œuvrant au profit d'enfants ou d'adolescents hospitalisés</p>	Franciliens hospitalisés de moins de 18 ans et les accompagnants lors de sorties (dont les familles).
<p>➤ Organismes œuvrant en faveur de personnes en situation de handicap</p>	Personnes franciliennes en situation de handicap (tout âge et tout type de handicap).

<p>Organismes à but non lucratif, ayant un contact privilégié avec les publics cibles suivants : —></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Communes et arrondissements de Paris (<i>pour leurs propres comptes</i>), ➤ Associations de solidarité (<i>de plus d'un an d'existence lors du lancement de l'appel à projets</i>), ➤ Centres sociaux et maisons de quartiers ➤ Centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) 	<p><u>Pour des séjours uniquement :</u></p> <p>Groupes de jeunes de moins de 18 ans et de 5 personnes minimum</p> <p>Familles franciliennes fragilisées, notamment en situation de précarité, chômage ou rupture sociale et en priorité les familles monoparentales ou des jeunes de 18 à 25 ans en situation de précarité économique. Une priorité sera donnée à des primo-partants et aux habitants des territoires ruraux et des quartiers en politique de la ville.</p> <p>Femmes victimes de violences</p>
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mouvement sportif associatif (fédérations, ligues, comités régionaux, coordinations régionales ou unions régionales, comités départementaux et clubs associatifs dans les disciplines soutenues par la Région au titre du dispositif « développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics » après avis de la ligue ou du comité régional) 	<p>Licenciés ou adhérents sportifs</p>
<p><u>Dans le cadre de projets sportifs, pédagogiques ou de solidarité (hors appel à projets) :</u></p>	
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Collectivités locales et leurs groupements (EPCI), ➤ Associations loi 1901 et fondations, de plus d'un an d'existence lors du lancement de l'appel à projets ➤ Structures d'encadrement de jeunes animées par des forces de l'ordre ou de secours (policiers, militaires, pompiers) ➤ Forces de de l'ordre et services publics de secours ➤ Gestionnaires des îles de loisirs ➤ Mouvement sportif associatif (fédérations, ligues, comités régionaux, coordinations régionales ou unions régionales, comités départementaux et clubs associatifs dans les disciplines soutenues par la Région au titre du dispositif « développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics » après avis de la ligue ou du comité régional) ➤ Etablissements hospitaliers publics et privés et organisations professionnelles de soignants 	<p>En fonction des actions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Jeunes franciliens de 11 à 17 ans fréquentant des structures associatives ou communales - Grand public - Forces de l'ordre et services publics de secours franciliens - Orphelins mineurs - Personnes franciliennes en situation de handicap - Personnels de la Région Ile-de-France - Sportifs de haut niveau inscrits sur la liste ministérielle - Licenciés ou adhérents sportifs - Familles fragilisées - Personnes vulnérables et leurs aidants - Personnes en situation de précarité - Professionnels de santé (pour les séjours uniquement)

Article 2.2 : Nature des projets soutenus sous la forme de tickets-loisirs

2.2.1 Dans le cadre de l'appel à projets

Les tickets-loisirs (TL) permettent, suivant les catégories de bénéficiaires, le financement des projets collectifs suivants :

Bénéficiaires	Projets
<p>➤ Communes et arrondissements de Paris <i>(pour les services jeunesse, services des sports, centres de loisirs, maisons de quartiers, associations, CCAS, centres sociaux)</i></p> <p>➤ EPCI et Départements</p> <p>➤ Hôpitaux et organismes à but non lucratif œuvrant au profit d'enfants ou d'adolescents hospitalisés</p> <p>➤ Organismes œuvrant en faveur de personnes en situation de handicap</p>	<p><u>Sortie en groupe à la journée et cycles d'activités sportives sans hébergement</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Différentes formules proposées par les îles de loisirs, d'une valeur de 1 à 2 TL. Celles-ci comprennent l'entrée sur le site et une ou plusieurs activités libres ou encadrées. ✓ Financement d'une activité, d'une animation ou d'un projet hors formules : participation de la Région limitée à 2 TL par personne et par jour (3 TL pour un public en situation de handicap, si les conditions d'encadrement de l'activité proposée le justifient). ✓ Participation régionale, sous forme de tickets-loisirs, limitée à 5 séances pour un cycle d'activités sportives organisé sur plusieurs jours, ✓ Les frais de transports, de restauration et d'encadrement du groupe selon les normes en vigueur sont à la charge du bénéficiaire. <p>Les dépenses liées à des sorties / animations scolaires ne sont pas éligibles au dispositif ticket-loisirs, à l'exclusion de celles organisées par les Fédérations sportives scolaires.</p>
<p>➤ Mouvement sportif</p>	<p><u>Actions développées en faveur des adhérents et licenciés de l'organisme</u></p> <p>Le soutien apporté vise à permettre l'accès à la pratique sportive au plus grand nombre et pour tous les publics, par le biais notamment d'actions favorisant :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ le développement des pratiques féminines ou mixtes, des adolescents, des personnes en situation de handicap notamment ; ✓ le développement des pratiques émergentes ; ✓ le développement du sport-santé ; ✓ la mise en place d'animations périphériques proposées en amont des grands événements sportifs. <p>Peuvent être soutenues les actions développées en faveur des adhérents et licenciés de l'organisme, dans les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Soutien conditionné à la mise en œuvre gratuite, notamment dans le cadre des villages sportifs et culturels de la Région Île-de-France, d'animations sportives en lien avec les gestionnaires des îles de loisirs. L'action proposée devra être adaptée au public cible des villages, à savoir prioritairement des jeunes franciliens de 11 à 17 ans, accompagnés par des structures (clubs sportifs, services jeunesse, structures socio-éducatives locales...). La mise en place de cette action ne peut donner lieu à une facturation auprès des gestionnaires des îles de loisirs. ✓ Sont éligibles aux tickets-loisirs les dépenses d'activités sportives et de loisirs, de locations (matériels, salles, locaux, espaces), d'hébergement, de restauration des bénévoles et encadrants, réalisées sur les îles de loisirs. ✓ Participation régionale, sous forme de tickets-loisirs, plafonnée à 100 % du coût des dépenses éligibles.

<p>Organismes à but non lucratif, ayant un contact privilégié avec le public cible de l'opération</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Communes, arrondissements de Paris (pour leurs seuls comptes) ➤ Associations de solidarité (<i>de plus d'un an d'existence lors du lancement de l'appel à projets</i>), ➤ Centres sociaux, ➤ Maisons de quartiers ➤ Centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) ➤ Organismes œuvrant en faveur du handicap 	<p><u>Séjours sur les îles de loisirs</u></p> <p>1/ Formule séjour groupes « sport-langues » (10 nuitées maximum pour des groupes de jeunes de moins de 18 ans et de 5 personnes minimum) :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Séjour incluant obligatoirement un projet pédagogique, comprenant l'apprentissage de l'anglais (2H par jour) et des gestes de premiers secours, ainsi que la pratique d'activités sportives libres ou encadrées. ✓ Sont éligibles les dépenses d'hébergement, de restauration (exclusivement demi-pension et pension complète), de location de salles et d'activités sportives ou de loisirs réalisées sur les îles de loisirs, ✓ Participation de la Région plafonnée à 50 % des dépenses éligibles pour les vacances d'été et 85% hors vacances d'été, dans la limite de 4 TL par personne et par jour. ✓ Les dépenses complémentaires, dont les frais de transports, d'encadrement du groupe, de mise en place de l'apprentissage de l'anglais sont à la charge de l'organisme bénéficiaire de la prestation. <p>2/ Formule séjours au profit de familles franciliennes fragilisées</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Cette action vise à proposer une offre de week-ends (2 jours) et de séjours (3 à 8 jours) à des familles franciliennes à revenus modestes (familles/jeunes adultes), par l'intermédiaire d'organismes relais en contact avec ces publics. ✓ Effets recherchés pour les familles : <ul style="list-style-type: none"> ○ rupture du quotidien nécessaire aux effets remobilisateurs, ○ renforcement des liens familiaux et parentaux, ○ prise d'initiatives et meilleure autonomie dans l'organisation de leurs loisirs et des projets de vacances ✓ Une participation familiale correspondant à au moins 10% des dépenses éligibles est exigée. L'organisme bénéficiaire des tickets-loisirs en est garant. <p>3/ Formule séjours au profit des femmes victimes de violences (15 nuitées maximum) :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Cette action vise à proposer une offre de séjour à des femmes victimes de violences et à leurs enfants pour les éloigner de leur milieu de vie habituel et permettre leur reconstruction dans un environnement nouveau et apaisé. ✓ L'organisateur bénéficiaire devra prévoir un encadrement social et psychologique et un accompagnement visant à la pratique d'activités sportives libres ou encadrées. <p><u>Règles communes aux séjours organisés au profit des familles franciliennes fragilisées et des femmes victimes de violences</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ L'organisme bénéficiaire des tickets-loisirs s'engage à trouver le public bénéficiaire correspondant aux critères d'éligibilité. Il est l'interlocuteur unique des îles de loisirs et de la Région. Il assure l'interface avec les publics bénéficiaires des séjours. Il se charge de la réservation des séjours, des paiements, de la diffusion de toutes les informations utiles aux familles et aux femmes concernées par l'opération. Il s'engage à nommer un référent, chargé du suivi des inscriptions et du bon déroulement du séjour.
--	---

➤ **Mouvement sportif**

- ✓ Sont éligibles aux tickets-loisirs les dépenses d'hébergement, de restauration (exclusivement demi-pension et pension complète) et d'activités sportives et de loisirs réalisées sur les îles de loisirs.
- ✓ La participation régionale, sous forme de tickets-loisirs, est plafonnée à :
- ✓ 85% des dépenses éligibles
- ✓ dans la limite de 7TL par jour et par personne.

Le transport du domicile à l'île de loisirs est à la charge des bénéficiaires.

4/Formule séjours au profit des adhérents licenciés sportifs

Les séjours au profit des adhérents et licenciés sportifs sont éligibles dans les mêmes conditions que les sorties à la journée

2.2.2 Hors appel à projets

La Région pourra apporter un soutien, hors appel à projets, à des opérations spécifiques, développées en partenariat avec les îles de loisirs, à visée éducative, pédagogique, sportive ou solidaire, autres que ceux référencés à l'article 2.2.

Sont éligibles aux tickets-loisirs les dépenses d'activités sportives et de loisirs, de locations (matériels, salles, locaux, espaces), d'hébergement et de restauration (exclusivement demi-pension et pension complète) réalisées sur les îles de loisirs.

La participation régionale, sous forme de tickets loisirs, pourra aller jusqu'à 100% des dépenses éligibles, suivant la nature des projets.

Article 2.3 : Les critères d'appréciation dans le cadre de l'appel à projets

Chaque demande de tickets-loisirs reçue est examinée selon une grille de lecture qui tient compte des éléments suivants :

- Population légale de la commune ou de l'EPCI suivant le dernier recensement de l'INSEE,
- Nombre d'organismes sollicitant des tickets au sein de la commune, de l'EPCI ou du Département
- Organisme œuvrant en faveur de personnes en situation de handicap ou de Franciliens mineurs hospitalisés : nombre de personnes susceptibles d'être accompagnées sur les îles de loisirs,
- Projets portés par des territoires ruraux,
- Nature et qualité des projets envisagés,
- Taux de réalisation des actions et qualité du bilan (année N-1)
- Mise en valeur du soutien régional dans les supports de communication de la structure (année N-1)

Critères spécifiques aux séjours:

- Expérience et légitimité de l'organisme à porter le projet présenté,
- Proximité du porteur de projet avec le public cible,
- Critères et modalités du choix des bénéficiaires par l'organisme. Pour les familles fragilisées, une priorité est donnée à des primo-partants, notamment aux habitants des territoires ruraux et des quartiers en politique de la ville.
- Pertinence du projet, choix des durées de séjours au regard du public et des objectifs recherchés,
- Séjours groupes : qualité du projet pédagogique envisagé, notamment en matière d'apprentissage de l'anglais,
- Programme d'accompagnement des familles et des femmes mis en place par le porteur de projet (accompagnement prévu dans la préparation, l'organisation, en cours de séjour et dans la phase d'évaluation),
- Pour les séjours au profit des femmes victimes de violences : Encadrement social et psychologique et un accompagnement visant à la pratique d'activités sportives libres ou encadrées,
- Capacité à mobiliser les co-financements et à mener à bien le projet.

Critères spécifiques au mouvement sportif :

- Nombre de licenciés franciliens dans la discipline considérée,
- Nature, qualité (organisation, communication, partenariat développé avec l'IDL) et pertinence de l'action envisagée en faveur des licenciés,
- Nouvelle action ou reconduction d'une action existante,
- Action favorisant la pratique sportive du plus grand nombre et soutenant la pratique féminine et celle des personnes en situation de handicap,
- Ampleur et qualité de l'action proposée dans le cadre des villages sportifs et culturels de la Région Île-de-France. Sera appréciée la mise en place d'actions sur des îles de loisirs rurales et péri-urbaines. Ces critères seront importants dans la détermination du pourcentage de participation de la Région au projet porté par l'acteur sportif au profit de ses licenciés.
- Grand évènement sportif prévu, dans les 12 mois, dans la discipline considérée.
- Coût de l'action au regard de la fréquentation prévisionnelle,
- Taux de réalisation des actions et qualité du bilan (année N-1),
- Mise en valeur du soutien régional dans les supports de communication de la structure (année N-1)

Article 3 : Modalités de fonctionnement

Article 3.1 : Modalités de l'appel à projets

Deux appels à projets annuels distincts se feront par le biais de la plateforme des aides régionales PAR :

- un premier concernant les actions à la journée : sortie(s) en groupe à la journée, cycles d'activités sportives sans hébergement et actions sans hébergement développées en faveur de licenciés sportifs,
- un second portant sur les séjours : séjours « sport –langues », séjours destinés aux adhérents et licenciés sportifs, séjours au profit de familles franciliennes fragilisées et de femmes victimes de violences.

Seules les candidatures reçues via cette plateforme, dans les délais prévus par l'appel à projets, seront éligibles s'agissant des projets référencés à l'article 2.2.

La Région se réserve la possibilité de lancer un second appel à projets au cours de l'année, pour les différents types d'actions, si le nombre total de tickets-loisirs accordé suite au premier appel à projets est inférieur au nombre de tickets-loisirs susceptibles d'être émis au regard du montant d'autorisation d'engagement voté par la Commission Permanente pour la mise en œuvre du dispositif.

Le dossier transmis à la Région devra être établi conformément au document téléchargeable sous la rubrique « appel à projets » du site régional www.iledefrance.fr. Le dépôt d'une demande de tickets-loisirs, même complète, n'entraîne pas sa sélection automatique et l'octroi d'une aide régionale.

Article 3.2 : Modalités d'instruction (appel à projets et hors appel à projet)

Le service de la Région en charge des loisirs instruit les demandes formulées dans le cadre de l'appel à projets ou hors appels à projets. En tant que de besoin, la procédure d'instruction sollicite d'autres partenaires internes ou externes.

Article 3.3 : Engagements de la Région Ile-de-France, des bénéficiaires et des organismes gestionnaires des îles de loisirs (appel à projets et hors appel à projet)

L'attribution de tickets-loisirs fait l'objet d'une convention entre la Région et le bénéficiaire, quel que soit le mode de distribution.

S'agissant des services municipaux, des services des intercommunalités ou des associations locales en charge de la jeunesse, seule une convention sera signée avec la commune ou l'EPCI considérée comme tête de réseau à l'échelle de son territoire.

La mise en place du dispositif fait l'objet d'une convention entre la Région et les organismes gestionnaires des îles de loisirs. La Région s'engage à soutenir financièrement les îles de loisirs, pour la réalisation de l'opération tickets-loisirs, par l'attribution d'une subvention correspondant au produit de la valeur unitaire des tickets et du nombre de tickets collectés dûment tamponnés. Le montant total versé par la Région à l'ensemble des îles de loisirs concernées ne peut excéder la valeur correspondant au nombre de tickets émis par la Région, et aux crédits inscrits au budget voté par la Région.

La commission permanente de la Région Ile-de-France se prononce sur les périodes d'utilisation des tickets-loisirs et leur valeur unitaire.

Les tickets loisirs accordés, quel que soit le mode de distribution, ne peuvent être ni vendus, ni cédés à un autre organisme, ni distribués à des particuliers pour un usage individuel.

Article 3.4 : Evaluation du dispositif (appel à projets et hors appel à projets)

Un bilan quantitatif et qualitatif est transmis par le bénéficiaire dans les délais prévus dans la convention. La production de ces justificatifs conditionne l'attribution des tickets-loisirs à la structure concernée, en cas de reconduite du dispositif l'année N+1.

Si le taux d'utilisation des tickets-loisirs par l'organisme est :

- ✓ inférieur à 60 %, celui-ci sera exclu du dispositif l'année suivante, sauf circonstances exceptionnelles dûment justifiées,
- ✓ compris entre 60 % et 90 %, le nombre de tickets susceptible d'être accordé l'année N+1 sera, au mieux, ajusté suivant la consommation constatée l'année N.

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 20 NOVEMBRE 2025

AFFECTATION D'AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT AU PROFIT DES ÎLES DE LOISIRS - 5ÈME RAPPORT POUR L'ANNÉE 2025

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU la délibération n° CR 28-96 du 29 novembre 1996 concernant la maîtrise foncière des bases de plein air et de loisirs par la Région Ile-de-France ;

VU la délibération n° CR 34-07 du 25 octobre 2007 concernant le fonds d'urgence des îles de loisirs ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée adoptant la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2017-55 du 9 mars 2017 relative à la nouvelle stratégie régionale pour l'accès des Franciliennes et des Franciliens aux loisirs et aux vacances ;

VU la délibération n° CR 2017-121 du 21 septembre 2017 modifiée portant sur le soutien régional aux radios locales d'Île-de-France et à l'organisation d'un concours « Les Chanté Nwel en Île-de-France » ;

VU la délibération n° CP 2018-085 du 16 mars 2018 relative à la stratégie régionale pour l'accès des Franciliennes et des Franciliens aux loisirs et aux vacances sur les îles de loisirs ;

VU la délibération n° CP 2021-121 du 1^{er} avril 2021 relative à la mise en œuvre du dispositif « tickets loisirs » et affectation d'autorisation d'engagement 2021 ;

VU la délibération n° CP 2021-209 du 1^{er} avril 2021 relatif à l'approbation du contrat de délégation de service public de l'île de loisirs de Vaires-Torcy ;

VU la délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 modifiée portant délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée portant délégation d'attribution du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n° CP 2025-158 du 19 juin 2025 relative à l'affectation d'autorisations de programme et d'engagement au profit des îles de loisirs – 3^{ème} rapport pour l'année 2025 ;

VU les statuts de Boucles-de-Seine, Cergy-Pontoise, Jablines-Annet et Buthiers ;

VU les conventions de mise à disposition des biens immeubles régionaux des îles de loisirs de Boucles-de-Seine, Cergy-Pontoise , Jablines-Annet et Buthiers ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2025 ;

VU l'avis de la commission des sports, de la citoyenneté et de la vie associative ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2025-338 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Programme HP 338-001 (13300101) « Investissements dans les îles-de-loisirs »

Aménagements

Décide de participer au financement des investissements relatifs aux aménagements, aux travaux de gros entretien, de mise en conformité et de requalification, ainsi qu'aux premiers équipements nécessaires au bon fonctionnement des îles de loisirs, par l'attribution aux syndicats mixtes, d'études, d'aménagement et de gestion, de dotations à 100% du coût des investissements, tel que cela figure en annexe 1 à la présente délibération.

Affecte une autorisation de programme de **6 769 534 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », sous-fonction 33 « Jeunesse (action socio-éducative) et loisirs », code fonctionnel 338 « Autres activités pour les jeunes » au titre du programme HP 338-001 (133001) « Investissements dans les îles de loisirs », action 13300101 « Investissement dans les îles-de-loisirs » du budget 2025.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe 1 à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

Accessibilité

Décide de participer au financement des investissements relatifs à l'accessibilité de l'île de de loisirs de Jablines-Annet, et de ses activités, aux personnes en situation de handicap par l'attribution au syndicat mixte d'études, d'aménagement et de gestion d'une dotation à 100 % du coût des investissements, comme précisé en annexe 2 à la présente délibération.

Affecte une autorisation de programme de **272 072 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, Sports et Loisirs », sous-fonction 33 « Jeunesse (action socio-éducative) et Loisirs », code fonctionnel 338 « Autres activités pour les jeunes » au titre du programme HP 338-001 (133001) « Investissements dans les îles de loisirs », action 13300102 « Accessibilité des îles de loisirs aux personnes en situation de handicap » du budget 2025.

Article 2 : Programme HP HP39-001 (13900103) « Sécurisation des îles de loisirs »

Décide de participer au financement des investissements relatifs à la sécurisation de l'île de loisirs de Cergy-Pontoise, par l'attribution au syndicat mixte, d'études, d'aménagement et de gestion, d'une dotation à 100 % du coût des investissements, comme précisé en annexe 3 à la présente délibération.

Affecte une autorisation de programme de **190 893 €** disponible sur le chapitre 903

« Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 39 « Sécurité », programme HP 39-001 (139001) « sécurité dans les propriétés régionales », l'action 13900103 « Sécurisation des îles de loisirs » du budget 2025.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans la fiche projet en annexe 2 à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

Article 3 : Île de loisirs de Vaires-Torcy

Affecte une autorisation de programme de **200 000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 325 « Autres équipements sportifs ou de loisirs » au titre du programme HP 325-003 (132003) « Equipements sportifs d'intérêt régional », action 13200306 « Equipements sportifs – Vaires Torcy », du budget 2025, la Région étant maître d'ouvrage.

Affecte une autorisation de programme de **1 000 000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 325 « Autres équipements sportifs ou de loisirs », du budget 2025, au titre du programme HP 325-003 (132003) « Equipements sportifs d'intérêt régional », action 13200306 « Equipements sportifs – Vaires Torcy », du budget 2025, en faveur d'IDFCD, mandataire de la Région au titre des équipements sportifs d'intérêt régional pour le site de Vaires-sur-Marne.

Article 4 : Fonds d'urgence

Affecte une autorisation de programme de **200 000 €** pour le fonds d'urgence en faveur des îles de loisirs. Cette somme disponible est affectée sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, Sports et Loisirs », fonction 33 « Jeunesse (action socio-éducative) et Loisirs », code fonctionnel 338 « Autres activités pour les jeunes » au titre du programme HP 338-001 (133001) « Investissements dans les îles de loisirs », action 13300101 « Investissement dans les îles-de-loisirs » du budget 2025.

Article 5 : Concours « Les Chanté Nwel en Île-de-France »

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **60 000 €**, sur le chapitre budgétaire 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 348 « Autres », programme HP348-003 « Projets de territoires Jeunesse et Développement sociale », action 13400305 « Jeunesse et promesse républicaine » du budget 2025, pour l'opération « Les Chanté Nwel en Île-de-France ».

Article 6 : Tickets loisirs

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **735 590 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 33 « jeunesse (action socio-éducative) et loisirs », au titre du programme HP338-004 (33004) « Développement de l'accès aux loisirs et aux vacances », action 13300401 « Développement de l'accès aux loisirs et aux vacances » du budget 2025.

Modifie le règlement d'intervention « Tickets loisirs », adopté par délibération approuvé par

délibération n° CR 2017-55 du 9 mars 2017.

A l'article 2.2.1 dans « Règles communes aux séjours organisés au profit des familles franciliennes fragilisées et des femmes victimes de violences » est supprimée la mention « pour des séjours organisés en dehors des vacances d'été » et « 50 % des dépenses éligibles, pour des séjours organisés durant les vacances d'été », seule étant maintenue la mention « 85% des dépenses éligibles ».

Article 7 : Frais de gestion des îles de loisirs

Affecte une autorisation d'engagement de **30 000 €**, disponible sur le chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, Sports et Loisirs », fonction 33 « Jeunesse (action socio-éducative) et Loisirs », code fonctionnel 338 « Autres activités pour les jeunes » au titre du programme HP 338-002 « Charges diverses liées aux îles de loisirs », action 13300201 « Frais de gestion des îles de loisirs incombant à la Région en tant que propriétaire », du budget 2025, pour différentes charges qui s'imposent à la Région en tant que propriétaire des biens immeubles des îles de loisirs.

Article 8 : AMO Réinventons les Îles de loisirs

Affecte une autorisation d'engagement de **150 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, Sports et Loisirs », fonction 33 « Jeunesse (action socio-éducative) et Loisirs », code fonctionnel 338 « Autres activités pour les jeunes » au titre du programme HP 338-002 « Charges diverses liées aux îles de loisirs », action 13300201 « Frais de gestion des îles de loisirs incombant à la Région en tant que propriétaire » du budget 2025.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 - Fiches projets aménagements

DOSSIER N° EX098175 - Bois-le-Roi 1ère tranche du plan d'investissement contractuel

Dispositif : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte (n° 00000107)

Imputation budgétaire : 903-338-2041582-133001-300

Action : 13300101- Investissement dans les Iles-de- loisirs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	6 000 000,00 € HT	100,00 %	6 000 000,00 €
	Montant total de la subvention		6 000 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYND MIXTE ETUDES AMENA ET GESTI
BASE PL MAIRIE
Adresse administrative : 4 AV PAUL DOUMER
77590 BOIS LE ROI
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : MONSIEUR DAVID DINTILHAC, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : 1ère tranche du plan d'investissement contractuel.

Dates prévisionnelles : 5 janvier 2026 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Dans le cadre de la délégation de service public signée le 7 janvier 2025 entre le SMEAG de l'île de loisirs de Bois-le-Roi et le groupement UCPA Sport loisirs et Ile-de-France Loisirs, le SMEAG sollicite une subvention de 6 millions d'euros conformément au plan d'investissement prévu par le contrat. Celui-ci prévoit en effet un investissement total de 21,6 M€ dont 11,5 M€ de subvention régionale.

Cette 1ère tranche permettra le financement de :

- la rénovation du pôle baignade : reprise du géotextile en place, curage des vases, pose d'une couche géomembrane et des versements de granulats.
- la rénovation du bâti : hébergements des abeilles et de la forêt, restauration collective, Château de Tournezy, amélioration de la performance énergétique des bâtiments ainsi que les travaux préparatoires nécessaires pour garantir la qualité et la sécurité des ouvrages.
- VRD, espaces verts et camping : mise en accessibilité et embellissement des cheminements piétons, requalification des stationnements, désimperméabilisation, implantation d'ombrières, optimisation des places et circulation interne ; reprise et sécurisation des accès, notamment la séquence d'entrée depuis la rue de Tournezy ; actualisation et application du plan de gestion du patrimoine arboré, mise en œuvre d'un projet paysager ; viabilisation du terrain de camping, voiries principales et réseaux internes, maillage

des cheminements.

Le montant total du projet est de 6 M€ HT.

Il est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- BOIS-LE-ROI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coût global du projet	6 000 000,00	100,00%
Total	6 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Financement régional	6 000 000,00	100,00%
Total	6 000 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX098176 - Boucles-de-Seine Remplacement du bloc de climatisation du local poubelle du restaurant

Dispositif : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte (n° 00000107)

Imputation budgétaire : 903-338-2041582-133001-300

Action : 13300101- Investissement dans les Iles-de- loisirs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	7 834,00 € HT	100,00 %	7 834,00 €
	Montant total de la subvention		7 834,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SMEAG SYND MIXTE ETUD AMEN
GESTION BASE LOISIRS DE BOUCLES DE
SEINE
Adresse administrative : ROUTE DE MOISSON
78840 MOISSON
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : MONSIEUR GUY MULLER, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : remplacement du bloc de climatisation du local poubelle du restaurant.

Dates prévisionnelles : 15 septembre 2025 - 30 septembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : pour des raisons d'hygiène, il convient de remplacer très rapidement le bloc climatisation du local poubelle du restaurant.

Description :

Le SMEAG de l'île de loisirs des Boucles de Seine souhaite remplacer le bloc de climatisation du local poubelle du restaurant collectif qui n'est plus réparable afin de respecter les normes d'hygiène.

Le coût total du projet est de 7 834 € HT.

Il est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- MOISSON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coût global du projet	7 834,00	100,00%
Total	7 834,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Financement régional	7 834,00	100,00%
Total	7 834,00	100,00%

DOSSIER N° EX098217 - Jablines-Annet Travaux d'isolation, de ravalement et de changement de menuiseries du restaurant

Dispositif : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte (n° 00000107)

Imputation budgétaire : 903-338-2041582-133001-300

Action : 13300101- Investissement dans les Iles-de- loisirs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	368 500,00 € HT	100,00 %	368 500,00 €
	Montant total de la subvention		368 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE D'ETUDE
D'AMENAGEMENT DE GESTION DE LA
BASE DE LOISIRS DE JABLINES

Adresse administrative : ILE DE LOISIRS JABLINES-ANNET
77450 JABLINES

Statut Juridique : Syndicat Mixte

Représentant : Monsieur Jean-Michel BARAT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : travaux d'isolation, de ravalement et de changement de menuiseries du restaurant.

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2026 - 30 juin 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le restaurant du Grand Lac est l'un des plus anciens bâtiments de l'île de loisirs de Jablines-Annet et en constitue un rouage essentiel. Aujourd'hui, le niveau d'infiltration et l'état des boiseries nécessitent des travaux importants d'isolation, de ravalement et de changement des boiseries.

L'isolation générale du bâtiment doit être envisagée incluant la toiture, la véranda de la salle du Grand Lac et l'installation d'une pergola.

Un diagnostic structure pour lequel des crédits ont déjà été accordés par la Région en 2025 devra être réalisé avant ces travaux.

Le coût total du projet est estimé à 368 500 € HT.

Il est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- JABLINES

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coût global du projet	368 500,00	100,00%
Total	368 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Financement régional	368 500,00	100,00%
Total	368 500,00	100,00%

DOSSIER N° EX098630 - JABLINES-ANNET - Nouveau parcours de téléski

Dispositif : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte (n° 00000107)

Imputation budgétaire : 903-338-2041582-133001-300

Action : 13300101- Investissement dans les Iles-de- loisirs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	143 200,00 € HT	100,00 %	143 200,00 €
	Montant total de la subvention		143 200,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE D'ETUDE
D'AMENAGEMENT DE GESTION DE LA
BASE DE LOISIRS DE JABLINES

Adresse administrative : ILE DE LOISIRS JABLINES-ANNET
77450 JABLINES

Statut Juridique : Syndicat Mixte

Représentant : Monsieur Jean-Michel BARAT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en œuvre d'un nouveau parcours de téléski.

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2026 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Face à une concurrence plus importante, l'activité téléski de l'île de loisirs de Jablines-Annet doit être relancée.

La création d'un parcours bi-poulies permettrait de faciliter l'apprentissage chez les plus jeunes. En effet, l'installation permet de réguler la vitesse de traction et d'adapter la glisse à l'usager. Des jeux ludiques (traction de plusieurs personnes sur des bouées gonflables, des bananes etc) pourraient également être mis en œuvre et apporteront un nouveau dynamisme à l'activité.

Un retour sur investissement de ce nouvel équipement est attendu très rapidement en 4 ans et 4 mois.

Le coût total du projet est de 143 200 € HT.

Il est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- JABLINES

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coût global du projet	143 200,00	100,00%
Total	143 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Financement régional	143 200,00	100,00%
Total	143 200,00	100,00%

DOSSIER N° EX098637 - Buthiers - Acquisition de mobil homes

Dispositif : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte (n° 00000107)

Imputation budgétaire : 903-338-2041582-133001-300

Action : 13300101- Investissement dans les Iles-de- loisirs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	250 000,00 € HT	100,00 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE ETUDES
AMENAGEMENT GESTION ILE DE LOISIRS
DE BUTHIERS
Adresse administrative : 73 RUE DES ROCHES
77760 BUTHIERS
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : MADAME BEATRICE RUCHETON, PRESIDENTE

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition de mobil homes.

Dates prévisionnelles : 30 octobre 2025 - 30 juin 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin de pouvoir utiliser les mobil homes pour la prochaine saison, il convient de prévoir un démarrage anticipé.

Description :

L'île de loisirs de Buthiers souhaite poursuivre son développement en matière d'hébergement en installant des mobil homes sur le camping et l'ensemble des fluides nécessaires (eau, électricité...) à leur fonctionnement. Des aménagements paysagers seraient également nécessaires.

Ces mobil homes répondraient à une demande et constitueraient une nouvelle source de revenus pour le SMEAG.

Le coût du projet est estimé à 250 000 € HT.

Il est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- BUTHIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coût global du projet	250 000,00	100,00%
Total	250 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Financement régional	250 000,00	100,00%
Total	250 000,00	100,00%

Annexe 2 - Fiche projet accessibilité

DOSSIER N° EX098214 - Jablines-Annet Travaux d'accessibilité PMR de la plage et du centre équestre

Dispositif : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte (n° 00000107)

Imputation budgétaire : 903-338-2041582-133001-300

Action : 13300102- Accessibilité des Iles de loisirs aux personnes en situation de handicap

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	272 072,00 € HT	100,00 %	272 072,00 €
	Montant total de la subvention		272 072,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE D'ETUDE
D'AMENAGEMENT DE GESTION DE LA
BASE DE LOISIRS DE JABLINES

Adresse administrative : ILE DE LOISIRS JABLINES-ANNET
77450 JABLINES

Statut Juridique : Syndicat Mixte

Représentant : Monsieur Jean-Michel BARAT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : travaux d'accessibilité PMR de la plage et du centre équestre.

Dates prévisionnelles : 5 janvier 2026 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le SMEAG de l'île de loisirs de Jablines-Annet sollicite une subvention régionale pour réaliser différents travaux d'accessibilité PMR (personnes à mobilité réduite) :

- seule une des deux plages de l'île de loisirs est accessible aux PMR or celle-ci n'est pas ouverte toute la saison. Il s'agit de rendre la 2eme plage accessible également, un cheminement peut être envisagé à proximité du poste de secours et de la plage. Ce lieu stratégique permettrait de faciliter le prêt de tiralo pour les PMR et faciliterait également les interventions des secours. Une descente respectant la pente de 5% avec un palier de repos a été étudiée.

- afin d'adapter l'aménagement du pôle sportif équestre au dispositif PMR, des équipements connexes se doivent d'être aménagés à proximité de la carrière olympique : une allée piétonne PMR permettant d'assurer la liaison entre le centre équestre et la grande carrière doit être réalisée ainsi que des sanitaires PMR pour la carrière équestre.

Le coût total du projet est estimé à 272 072 € HT.

Il est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Localisation géographique :

- JABLINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coût global du projet	272 072,00	100,00%
Total	272 072,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Financement régional	272 072,00	100,00%
Total	272 072,00	100,00%

Annexe 3 - Fiches projets sécurité

DOSSIER N° EX098181 - Cergy-Pontoise Réalisation de travaux de mise en sécurité : contrôles d'accès, vidéoprotection, accès piétons

Dispositif : Sécurité dans les îles de loisirs (n° 00000110)

Délibération Cadre : CR02-03 du 27/03/2003

Imputation budgétaire : 903-39-2041582-139001-300

Action : 13900103- Sécurisation des Iles de loisirs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité dans les îles de loisirs	357 143,00 € HT	45,00 %	160 715,00 €
Montant total de la subvention			160 715,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE CERGY-PONTOISE
Adresse administrative : RUE DES ETANGS
95001 CERGY
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Thibault HUMBERT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de travaux de mise en sécurité : contrôles d'accès, vidéoprotection, accès piétons.

Dates prévisionnelles : 15 septembre 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la sécurisation de l'île de loisirs avant la prochaine saison, il convient de prévoir un démarrage anticipé.

Description :

Le SMEAG de l'île de loisirs de Cergy-Pontoise sollicite auprès de la Région et des services de l'Etat des crédits d'investissement pour réaliser des travaux de sureté et de sécurisation de ses équipements, l'île de loisirs étant éligible à la DSIL (dotation de soutien à l'investissement local) par dérogation conformément à la disposition L2334-42 du code général des collectivités territoriales. Cette disposition nécessite la signature d'un contrat avec le représentant de l'Etat, l'île de loisirs et une collectivité partenaire du SMEAG éligible à la DSIL, à savoir la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise. La participation financière obligatoire de l'île de loisirs est fixée à 20% du montant total de l'opération.

Cette demande de subvention est un co-financement Région-Etat-île de loisirs qui permettra de rénover ou de créer des dispositifs de sécurisation tels que :

- des barrières manuelles, des barrières automatiques, un portail au parc à bateau et un portail au centre balnéaire,
- renforcement du système de vidéosurveillance,
- éclairage de nuit des points de centralité et des accès aux équipements,
- travaux de mise en sécurité et mise aux normes de l'accès principal à l'accueil et la sécurisation du

parvis.

Le coût total du projet est de 357 143 € HT dont 125 000 € pris en charge par l'Etat, 71 428 € par Le SMEAG et 160 715 € HT par la Région.

Il est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- CERGY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coût global du projet	357 143,00	100,00%
Total	357 143,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Financement régional	160 715,00	45,00%
Etat	125 000,00	35,00%
SMEAG	71 428,00	20,00%
Total	357 143,00	100,00%

DOSSIER N° EX098632 - Boucles-de-Seine Clôture du terrain de rugby

Dispositif : Sécurité dans les îles de loisirs (n° 00000110)

Délibération Cadre : CR02-03 du 27/03/2003

Imputation budgétaire : 903-39-2041582-139001-300

Action : 13900103- Sécurisation des Iles de loisirs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité dans les îles de loisirs	30 178,00 € HT	100,00 %	30 178,00 €
Montant total de la subvention			30 178,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SMEAG SYND MIXTE ETUD AMEN
GESTION BASE LOISIRS DE BOUCLES DE
SEINE

Adresse administrative : ROUTE DE MOISSON
78840 MOISSON

Statut Juridique : Syndicat Mixte

Représentant : MONSIEUR GUY MULLER, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : installation d'une clôture autour du terrain de rugby.

Dates prévisionnelles : 27 octobre 2025 - 31 janvier 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin de pouvoir assurer la sécurisation du terrain au plus vite, il convient de prévoir un démarrage anticipé.

Description :

Le terrain de rugby de l'île de loisirs des Boucles-de-Seine doit être sécurisé afin de pouvoir continuer à accueillir des clubs qui viennent y organiser des stages.

Une clôture doit en effet être installée afin d'empêcher le passage d'animaux sauvages qui abîment le terrain et offrir une pratique sécurisée.

Le coût du projet est estimé à 30 178 € HT.

Il est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- MOISSON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coût global du projet	30 178,00	100,00%
Total	30 178,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Financement régional	30 178,00	100,00%
Total	30 178,00	100,00%